

oe *objectif emploi*

Service public de l'emploi
Office régional de placement

Décembre 2009

N°3

**La sécurité
créatrice d'emplois**

Dossier spécial

Profession

Garde-frontière

Chômage des jeunes

Des motifs d'espoir

«La meilleure protection: la confiance en soi»

Vaste thème que celui de la sécurité. Le professeur et sociologue spécialisé, Alain Clémence, de l'Université de Lausanne, éclaire notre lanterne.

Propos recueillis par Didier Walzer

Comment définir la sécurité?

La protection des personnes contre les dangers portant atteinte à l'intégrité physique – agression, pollution et pauvreté – ou psychosociale – le racisme, la précarité.

Dans nos sociétés industrialisées, on veut toujours davantage s'approcher du risque zéro.

Pourquoi?

La centration sur soi a fortement crû. Plus la protection est grande, plus les personnes vivent longtemps et plus leur soi compte. Une protection plus faible diminue le prix que l'on attache à soi-même au profit du groupe. La natalité et les préoccupations liées aux enfants diminuent à mesure que la protection de soi et la longévité augmentent.

Une protection sans cesse accrue n'est pas la panacée?

Non. Paradoxalement, même si nous sommes mieux protégés, notre sensibilité aux dangers augmente parce que nous nous sentons en même temps plus vulnérables. Le confort de la protection fait diminuer les résistances naturelles du corps et les résiliences face aux problèmes de société. Avec le vieillissement, les peurs augmentent aussi. Donc, nous vivons dans une société où la protection contre tous les dangers n'a jamais été aussi grande

– c'est pourquoi nous vivons plus longtemps et en meilleure santé. Et, en même temps, une anxiété globale, des peurs à l'origine obscure, s'installent et se traduisent par des soupçons généralisés.

«L'assurance-maladie ne protège pas contre les maladies»

Peut-on s'assurer contre tout?

Commercialement, oui! Mais l'assurance ne protège pas. La meilleure protection est la confiance en soi. C'est elle qu'il faut renforcer, ainsi qu'une meilleure prévention. Car l'assurance-maladie ne protège pas contre les maladies, ni l'assurance-vol contre les vols.

La sécurité, une activité économique en plein essor!

C'est un secteur dont je pense depuis longtemps qu'il va connaître un développement important, allant des polices privées jusqu'à la sécurité de l'invisible – dans l'informatique et la circulation des informations. Avec probablement encore la protection contre les systèmes de surveillance qui va elle-même booster l'activité juridique....

La sécurité, problème de fond?

C'est l'avis du sociologue allemand Ulrich Beck, auteur du livre La

société du risque. Nous avons tendance à diriger nos peurs vers des dangers visibles: agressions, accidents, maladies, etc. Or, ils diminuent clairement dans les pays occidentaux depuis des années. En revanche, d'autres augmentent, mais demeurent invisibles: la précarisation familiale et économique, l'abus de médicaments occasionnant une diminution des résistances, la pollution sonore, les agressions sexuelles dans les familles, etc.

Conséquence?

Les gens deviennent plus vulnérables, ont peur de perdre leur épouse ou leur mari, leur travail, de rater un examen..., mais ne voient pas ces dangers-là. Ils se détournent vers ce qui reste visible et qui l'est rendu encore plus par les médias comme les agressions commises sur des jeunes, les étrangers, le terrorisme...



N°3 Décembre 2009

L'invité

2

Alain Clémence sociologue à l'Université de Lausanne et spécialiste de la sécurité

L'édito

3

Jamais trop tôt pour se protéger

4/5

Entreprises spécialisées sous la loupe

Rencontre avec un garde-frontière

5/7

Mathieu Inguscio vient d'achever sa formation

Les assurances

6

Un acteur économique de poids

Chômage des jeunes

8

Pas de péril en la demeure

«Les risques actuels sont imprévisibles et ambivalents. Si, d'un côté, ils génèrent des catastrophes, ils créent, de l'autre, de nouvelles ouvertures sur le monde.»

Ulrich Beck

Par Jacques Bloque
ex-chef du Service de l'économie du canton du Jura

La sécurité introuvable

La sécurité joue un rôle en vue dans de multiples domaines. Dont l'emploi. Or, la sécurité de l'emploi est un abus de langage. Elle n'est plus la caractéristique dominante des économies développées, et ne constitue plus un objectif politique crédible.

Après la Deuxième Guerre mondiale, on avait cru possible d'assurer le plein emploi en permanence grâce à une gestion fine des politiques monétaires et budgétaires. Plein emploi équivalait à sécurité de l'emploi: c'était certes abusif, mais pas trop.

Cette équation s'est dissoute sous l'effet de l'évolution des techniques et des marchés: les postes de travail sont entrés dans un processus permanent de suppression/transformation déstabilisateur pour le monde du travail obligé de se remettre en cause et d'acquiescer des compétences nouvelles. Cette dynamique irrésistible rend illusoire toute tentative d'assurer la sécurité de l'emploi.

Politiquement, le problème est délicat: comment concilier des aspirations individuelles autonomes avec les besoins des entreprises, en partie indéterminés puisque conditionnés par un progrès technique au contenu inconnu? C'est le défi que l'Etat peut relever par une politique prospective et volontariste, qui privilégie la flexibilité et l'adaptabilité au lieu d'une sécurité de l'emploi introuvable.

La sécurité de l'emploi est une notion obsolète, qui meurt toujours deux fois: dans les faits, puis dans les têtes. L'ampleur de nos difficultés est proportionnelle au temps qui sépare la première mort de la seconde.

Il n'est jamais trop tôt pour se protéger...

La sécurité des personnes et des biens est un thème d'actualité, qui crée une activité économique croissante.

Les entreprises jurassiennes spécialisées en profitent également. Eclairage.

Texte Daniel Hanser



Imaginez un pot de miel. Ouvert. Les mouches et autres abeilles ne tardent pas à repérer l'aubaine et... elles se servent!

C'est par cette allégorie que Vincent Hoffmeyer, responsable de l'entreprise V-Sécurité à Delémont, enjoint les propriétaires de villas ou d'appartements à protéger leur lieu d'habitation. Jadis, envisager de sécuriser ses biens supposait un porte-monnaie assez rebondi. Il n'en est plus rien de nos jours, les progrès technologiques, la miniaturisation des

systèmes ayant avancé de manière inversement proportionnelle à leurs coûts. Ainsi, le gourmand prudent dispose-t-il aujourd'hui de toute latitude pour refermer le couvercle de son pot de miel à moindres frais. Et ainsi prémuni, il pourra s'apprêter à en déguster le contenu en toute quiétude...

Encore en phase d'expansion

Depuis bientôt cinq ans, Vincent Hoffmeyer installe de multiples systèmes de défense contre les voleurs



ou autres importuns. Alarmes de toutes sortes, gestion d'accès à la maison, vidéo-surveillance, détection de mouvements, sirènes hurlantes et autres joyusetés sont autant d'armes utiles à se préserver des malfrats. «Nous sommes encore en phase d'expansion, précise le jeune entrepreneur, bien que ce secteur d'activité se développe peut-être moins rapidement dans notre canton que dans le reste de la Suisse, principalement les grands centres urbains.» De facto, le Jura peut paraître relativement épargné par les vagues de cambriolages, encore que les informations de ce type tendent toujours à se multiplier. Vincent Hoffmeyer, qui entend privilégier la proximité d'avec ses clients, va concentrer ses activités dans le bassin jurassien. «Ailleurs, le créneau est déjà suffisamment saturé, bien que j'aie déjà équipé quelques propriétaires à Bienne ou à Bâle.» Le domaine évolue constamment. De par les innovations technologiques, mais aussi l'inventivité des malfrats à laquelle Vincent Hoffmeyer tente de répondre pour contrecarrer leurs noirs desseins.

Deux mille infractions par an

Bon an, mal an, le Jura recense quelque 2000 infractions diverses. Pour Christophe Cramatte, responsable de CHC Sécurité à Montavon, société active sur le terrain dans la protection des biens et des personnes (il compte entre autres le comédien Pascal Légitimus au nombre de ses clients...).

Le secteur d'activité pourrait encore avoir de beaux jours devant lui, pour autant que le canton se montre plus accueillant avec des citoyens fortunés d'autres régions, plus prompts, évidemment, à se préoccuper de leur tranquillité.

CHC Sécurité compte actuellement une trentaine de collaborateurs, triés sur le volet et répondant à des conditions très strictes d'engagement. Christophe Cramatte ne demanderait pas mieux de pouvoir encore recruter quelques agents, mais il rencontre certaines difficultés à trouver sur le marché des personnes suffisamment qualifiées pour obtenir les cartes de légitimation délivrées par la police cantonale.

Les critères sont là très sélectifs, de la taille minimale à la maîtrise des codes pénal suisse et de procédure pénale jurassien (liste complète sur le site internet de CHC* ou en consultant le concordat romand sur les entreprises de sécurité).

Le candidat disposera en outre de ses droits civiques, son casier judiciaire sera vierge et il devra produire un certificat d'honorabilité. Christophe Cramatte, actif encore dans le domaine du transport de valeurs, travaille quelquefois avec les ORP de la région, mais son secteur d'activité est tellement spécialisé qu'ils peinent à pouvoir lui proposer un personnel correspondant à toutes les exigences du métier.

* www.chc-jura.ch

Profession: garde-frontière

Le Delémontain Mathieu Inguscio vient d'achever sa formation de garde-frontière, à Liestal (BL). Une profession rendue encore plus intéressante depuis l'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen.

Confidences.

Texte Didier Walzer

En termes de missions de sécurité, les gardes-frontière s'imposent là. Le Delémontain Mathieu Inguscio, 24 ans, vient de terminer sa formation au Centre des douanes, à Liestal (BL).

Entre les cours, il a sillonné, une année durant, le canton du Jura et la France voisine pour son job. A partir de janvier 2010, c'est à Genève qu'il exercera. «Clairement, ce que je préfère, c'est la chasse, c'est-à-dire tenter de repérer une personne en infraction éventuelle lorsque je suis en patrouille», indique le jeune homme. En revanche, il goûte moins à la paperasserie, qu'il estime à 15-20% de son temps de travail hebdomadaire. «Par exemple, les formulaires à remplir pour un automobiliste qui détiendrait une cigarette de cannabis me prennent deux heures. J'admets toutefois que je manque encore d'expérience.»

Enrichissantes patrouilles franco-suisse

Plus réjouissant, une fois par mois, il était engagé dans des escouades de gardes-frontière franco-suisse, chargées aussi bien de la surveillance côté helvétique qu'hexagonal. «C'est très intéressant d'effectuer des contrôles à un péage d'autoroute française. On apprend beaucoup, ça ouvre l'esprit», relève notre interlocuteur.

L'entrée de la Suisse dans l'espace Schengen, qui signifie notamment la suppression du contrôle d'identité systématique aux frontières, permet ce genre d'opérations. A contrario, cela ne remet-il pas en cause, à terme, l'utilité des gardes-frontière? «Peut-être qu'il existe des risques, à un horizon lointain, pour ce métier. Cela dit, les tâches de sécurité seront toujours nécessaires», estime le Jurassien.



Souvenirs, souvenirs

Parmi les souvenirs marquants de ses douze mois initiaux dans la profession, sa première fouille corporelle. «Ce n'est pas évident à gérer. Il faut savoir s'imposer et se faire respecter tout en étant correct avec son vis-à-vis.» Il s'est aussi fait quelques frayeurs: «Un jour, j'ai demandé ses papiers d'identité à un conducteur et il a sorti... un pistolet factice de son vide-poche. Au premier abord, il avait tout d'un vrai. Je peux vous promettre que, sur le moment, ça fait un drôle d'effet!». Parmi les anecdotes amusantes, Mathieu Inguscio cite volontiers la suivante: «Je demande son permis de travail à un individu habitant la France et dont le véhicule arbore des plaques de ce pays. Or, il me tend sa carte d'identité suisse en me disant qu'il n'a pas de permis de travail. Je réalise alors que, comme citoyen helvétique, il n'en a pas besoin! Un grand moment de solitude.»

Pas de doute, c'est le métier qui entre.

Comment devient-on garde-frontière?

La formation dure une année au terme de laquelle l'aspirant obtient un brevet fédéral. Les dix premières semaines de cours au Centre de formation des douanes de Liestal (BL) sont suivies de dix autres sur le terrain, puis de sept nouvelles de cours et, enfin, de douze dernières de pratique.

Condition préalable: être au bénéfice d'un certificat fédéral de capacité (CFC) ou avoir terminé une école supérieure (gymnase ou école de commerce, par exemple). A noter que, dès qu'il commence sa formation, le futur garde-frontière est assuré d'avoir une place de travail au terme de celle-ci.

www.douane.admin.ch

«Les assurances, moteur de la croissance»

Elles sont un poids lourd économique dans notre pays, les assurances au sens large. Le point avec Sabine Alder, porte-parole de l'Association Suisse d'Assurances (ASA), organisation faîtière en la matière.

Propos recueillis par Didier Walzer

Combien de compagnies d'assurances en Suisse?

A peu près 250 compagnies d'assurances privées opèrent en Suisse sans compter l'assurance maladie obligatoire et les caisses de pension, dont environ 35 ont leur siège principal en Suisse romande. Ces 250 compagnies d'assurances comptent environ 340 lieux de travail en Suisse romande.

Le nombre d'employé(e)s?

Les assureurs privés suisses emploient quelque 126 000 personnes dans le monde, dont 47 500 en Suisse. En Suisse romande, ils proposent environ 8000 postes et 300 places d'apprentissage.

«Un milliard d'impôts par an!»

Pour quel chiffre d'affaires annuel?

Avec une augmentation de la création de valeur brute de quelque 50% depuis le début des années 1990, le secteur des assurances suisses compte parmi les moteurs de croissance les plus fiables de l'économie nationale. Les 47 500 collaborateurs représentent 1%

des actifs du pays et réalisent 3,7% du produit intérieur brut. La création de valeur va se maintenir à un niveau stable parce que d'autres branches le sont moins suite à la crise économique. La stabilité du secteur des assurances pourrait provoquer une légère augmentation du pourcentage de son produit intérieur brut national. Cette position économique importante se traduit aussi en recettes fiscales: en Suisse, les compagnies d'assurances paient près de 1 milliard de francs d'impôts par année!

Le volume des primes encaissées par les assurances privées en Suisse romande?

En 2007, les compagnies d'assurances ayant un siège principal en Suisse romande, grandes compagnies d'assurances et fournisseurs locaux de produits de niche confondus, ont encaissé 5,1 milliards de francs de primes.

Et pour l'ensemble de la Suisse?

Les assurances privées nationales ont encaissé un total de 168,4 milliards de francs, dont 115,5 milliards de francs à l'étranger (68%) et 52,9 milliards de



francs en Suisse (32%). Cela montre l'importance du secteur au niveau international.

Le montant des primes versées par les Suisses, par personne et par an?

En 2008, les suisses ont payé environ 6500 francs de primes par tête pour des assurances privées y compris les primes obligatoires de caisse maladie et d'assurance maladie complémentaire. La Suisse occupe le troisième rang au niveau mondial après la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, qui eux payent davantage de primes par tête.

Pourquoi le rôle économique des assurances est-il si important?

L'industrie de l'assurance joue un grand rôle tant pour la société que pour l'économie publique: elle supporte les risques de l'évolution technologique, économique, climatique, politique et démographique. Les assurances mettant à disposition des instruments pour se prémunir financièrement contre de tels risques, notre société est ainsi à même d'assumer les possibilités qu'offre le progrès et de les exploiter.

«Les jeunes doivent être flexibles»

Le point sur le chômage des jeunes en compagnie de Jürg Zellweger, membre de la direction de l'Union patronale suisse et responsable du secteur Education et Formation.

Propos recueillis par Didier Walzer



Quels sont les jeunes les plus touchés par le chômage?

Surtout ceux qui n'ont terminé aucune formation professionnelle et à qui ne s'offrent que des opportunités de travaux auxiliaires. Dans la crise économique exceptionnelle que nous traversons peuvent aussi être touchés les jeunes occupés dans des branches très affectées par les chutes de commandes. Mais étant donné que les jeunes ne restent pas longtemps au chômage, ils profiteront plus vite que les autres groupes d'âges de la prochaine reprise.

La partie romande est-elle davantage touchée que la Suisse alémanique?

Le taux de chômage des jeunes se situe

à 6,1% en Suisse romande et au Tessin. Il atteint 4,2% en Suisse alémanique. Mais il faut mettre ces taux en rapport avec le niveau général du chômage dans les régions concernées. Sous cet angle, la Suisse occidentale fait momentanément mieux que la Suisse alémanique, puisque le chômage des jeunes dépasse le niveau général de quelque 20% en Suisse romande, contre 30% en Suisse alémanique.

Y a-t-il suffisamment de places d'apprentissage en Suisse en ce moment?

Sûrement. Certains cantons ont enregistré, en 2009 également, de très nombreux contrats d'apprentissage. Les places d'apprentissage ont pu s'adapter à la progression du nombre de jeunes sortants de l'école obligatoire ces dernières années.

Malheureusement, les jeunes ne trouvent pas toujours la place de leurs rêves. Ils doivent donc faire preuve de souplesse. Nous invitons les employeurs à ne pas limiter leurs activités formatrices pendant cette crise, sans quoi ils risquent de manquer de personnel qualifié pour relever efficacement le défi de la prochaine reprise.

La dénatalité en Suisse permettra-t-elle un jour la disparition du

chômage des jeunes?

Le chômage tendra certainement à diminuer du fait de la dénatalité, mais il ne disparaîtra jamais entièrement. Il y aura toujours des personnes qui, pour diverses raisons, ont des difficultés à trouver et à conserver leur emploi.

Un message d'espoir?

Fort heureusement, les jeunes gens n'ont que rarement des obligations familiales et peuvent programmer des séjours linguistiques ou accumuler d'utiles expériences intermédiaires en dehors de leur métier de base lors d'une période de chômage.

Impressum

Parution

4 numéros par an

Rédacteur responsable

Didier Walzer
didier.walzer@jura.ch

maquette

custom-design.ch

Tirage

2'500 exemplaires
imprimé à Delémont (JU)

Rédaction

Objectif Emploi
Rue du 24-Septembre 1
CH-2800 Delémont

www.jura.ch/amt